

DES PÉQUISTES PARLENT

La souveraineté au second plan

CAROLINE D'ASTOUS

Agence QMI

MONTRÉAL | D'anciens présidents péquistes et bloquistes de l'exécutif de Deux-Montagnes se rangent du côté de l'ex-député du Parti québécois, Benoît Charette, en proposant également de mettre l'option souverainiste en veilleuse.

« Ce n'est pas une vague de fond en appui à la Coalition pour l'avenir du Québec, indique Patrice Gougeon, ex-président du comté pour le PQ. C'est seulement que nous sommes plusieurs à penser qu'il y a d'autres débats à faire avant de parler de souveraineté », dit-il.

Dans un communiqué de presse dont le *Journal* a obtenu copie figure le nom de sept anciens présidents du PQ et du Bloc québécois.

Pour chacun d'eux, l'option souverainiste tant défendue par les péquistes et les bloquistes ne devrait plus être au cœur des préoccupations pour un prochain gouvernement.

« Lorsqu'il a quitté le Parti québécois en juin dernier, M. Charette a dit tout haut ce que plusieurs militants m'ont dit et continuent de me dire sur le terrain : la souveraineté, oui, mais il y a plus urgent à régler auparavant », a indiqué dans le communiqué de presse Ginette Hurtubise, ancienne adjointe principale des députés blo-

quistes de Rivière-des-Mille-Iles de 1997 à 2011.

« La cuisante défaite du Bloc, le 2 mai dernier, m'a fait réaliser de nombreuses choses, notamment que les citoyens veulent qu'on leur parle des problèmes de leur quotidien », ajoute cette dernière.

« Il faut demeurer réaliste. On ne peut pas espérer gagner un référendum avec un Québec en si mauvais état, notamment en matière d'endettement », peut-on lire de la part de Patrice Gougeon dans le communiqué de presse.

Crise au PQ

On se rappellera que Benoît Charette a quitté le navire péquiste en juin dernier en indiquant que sa priorité est de remettre le Québec en marche et non de parler de souveraineté.

Une position qui s'apparente à celle défendue par la Coalition pour l'avenir du Québec, avec à sa tête François Legault, avec qui le député indépendant ne cache pas ses affinités.

En ce qui concerne la crise qui secoue actuellement le Parti québécois, M. Charette s'est montré prudent dans ses réponses.

« Je ne suis plus député du Parti québécois depuis le 21 juin, dit-il. Ce qui se passe à l'intérieur de cette formation politique ne me concerne plus », a-t-il indiqué.